

## Renaissance de la démocratie américaine ?

### Entretien avec Eric Foner

Nicolas DELALANDE

**Alors que la campagne présidentielle américaine touche à sa fin, Eric Foner, l'un des grands spécialistes de l'histoire des États-Unis, analyse les transformations de la démocratie américaine et explique en quoi cette élection peut marquer un tournant dans l'histoire du rapport des Américains à la politique. La candidature de Barack Obama préfigure une société dans laquelle la race cesserait d'être un puissant facteur de division.**

Eric Foner est professeur d'histoire à l'université de Columbia (New York). Il est spécialiste de l'histoire de la démocratie américaine au XIX<sup>e</sup> siècle, de la formation de l'idéologie du parti républicain avant la guerre de Sécession et de la période de la Reconstruction (1863-1877).

Il est l'auteur de très nombreux ouvrages, parmi lesquels :

- *Free Soil, Free Labor, Free Men : the Ideology of the Republican Party before the Civil War*, New York, Oxford University Press, 1970.
- *Tom Paine and Revolutionary America*, New York, Oxford University Press, 1976.
- *Nothing But Freedom : Emancipation and its Legacy*, Baton Rouge, Louisiana University Press, 1983.
- *Reconstruction : America's Unfinished Revolution, 1863-1877*, New York, Harper & Row, 1988.
- *The Story of American Freedom*, New York, W. W. Norton, 1998.
- *Our Lincoln : New Perspectives on Lincoln and his World*, New York, W. W. Norton, 2008.

## Les Américains et la politique

**La Vie des Idées** : Dans *La Démocratie en Amérique*, publié dans les années 1830, Tocqueville exprimait son admiration pour l'intensité et la qualité de la vie démocratique en Amérique. Il était étonné de la vitalité des organisations volontaires et de l'engagement massif des citoyens dans la politique électorale. Quelle différence y a-t-il entre la démocratie américaine d'aujourd'hui, à la veille de l'élection présidentielle de 2008, et celle dépeinte par Tocqueville au XIX<sup>e</sup> siècle ?

**Eric Foner** : Bien entendu, le système politique que décrit Tocqueville est très différent du nôtre. Avant tout, nous avons aujourd'hui un suffrage quasi universel pour les adultes. Sans doute y a-t-il des gens qui ne peuvent pas voter, mais, fondamentalement, il n'y a pas de fortes restrictions du droit de vote. Lorsque Tocqueville écrivait, il y avait deux millions d'esclaves dans le pays, les femmes ne pouvaient pas voter, autrement dit, la nation politique, l'électorat, se composait des seuls hommes blancs adultes. Ce qui était démocratique, c'était que les conditions de propriété avaient été éliminées dans presque tous les États, de sorte que tout adulte blanc pouvait voter. Mais ce n'était encore qu'une petite partie de l'ensemble de la population. Par suite, c'était un système démocratique bien plus étroit que celui que nous connaissons aujourd'hui. D'un autre côté, la participation populaire à la démocratie était bien plus intense : la politique jouait dans la société un rôle qui est aujourd'hui rempli non seulement par la politique, mais par le divertissement, les films, Internet, les événements sportifs. C'était une forme majeure de divertissement et d'engagement populaire. Les dirigeants politiques étaient des célébrités nationales et populaires : Henry Clay, Andrew Jackson, Daniel Webster étaient bien plus que des seconds rôles. Il n'y a pas d'homme politique aujourd'hui qui rassemble une telle masse de gens derrière lui, comme pouvaient le faire ces grands dirigeants politiques. Comme je l'ai dit, ils étaient comme des stars de cinéma, comme des chanteurs populaires.

Le système des partis était très différent de ce qu'il est aujourd'hui : les partis avaient une organisation bien plus forte, les gens s'identifiaient au parti. Aujourd'hui, les partis sont réellement beaucoup moins importants. Obama et McCain évoquent rarement le parti qu'ils représentent. McCain ne dit jamais qu'il est républicain et, lorsqu'il évoque les républicains, c'est pour dire qu'il les a combattus et qu'il prétend pouvoir agir de manière bipartisane. Obama est un démocrate, mais regardez les publicités et les affiches, elles ne font pas du tout

mention du nom de son parti politique. Au XIX<sup>e</sup> siècle, le parti politique était la chose déterminante : les gens naissaient dans un parti politique, les gens s'identifiaient au parti politique. Bien sûr, ils pouvaient changer d'avis lors des élections, mais les partis occupaient une place centrale dans la démocratie américaine, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. La participation électorale était bien plus élevée à cette époque : en 1840, en 1896, peut-être 80% des inscrits se rendaient aux urnes. Aujourd'hui, s'il y en a 50%, on considère que c'est une participation très élevée et, dans les élections municipales, on estime qu'une participation de 20% est convenable. Il y avait une implication populaire dans la politique bien plus grande chez ceux qui appartenaient à la nation politique, qui se composait d'une fraction plus petite de l'ensemble de la population que ce n'est le cas aujourd'hui. Ainsi, la situation est-elle assez nuancée.

**La Vie des Idées** : Il existe un jugement largement répandu selon lequel les pays occidentaux seraient entrés dans une ère de désenchantement démocratique depuis les années 1980. Beaucoup de spécialistes ont souligné la perte de légitimité des responsables élus et des institutions et la méfiance des citoyens à l'égard de leurs représentants. En tant qu'historien de la démocratie américaine, pensez-vous qu'il s'agisse d'un phénomène nouveau ? Cette campagne présidentielle exprime-t-elle un renouveau de l'intérêt pour la politique ?

**Eric Foner** : Oui, beaucoup de gens ont pris leur distance à l'égard de la démocratie. Je pense que deux phénomènes ont joué depuis les années 1980. L'un est la diabolisation idéologique de l'État : il y a toujours eu une tradition antiétatique en Amérique, différente de celle qui existe en France, mais néanmoins, quelque chose a changé depuis Reagan, voire avant lui. On pourrait remonter plus loin : à la guerre du Vietnam, qui a convaincu l'opinion que le gouvernement pouvait mentir et ne pas dire la vérité au peuple ; à Richard Nixon, avec le Watergate qui vit le gouvernement enfreindre la loi et la Constitution et le président se démettre de ses fonctions ; puis à Carter, qui fut élu parce qu'il n'appartenait aucunement à la classe politique et parce qu'il se présentait comme un *outsider* ; enfin à Reagan qui a réellement développé cette idéologie antiétatique, qui est devenue par la suite l'idéologie dominante de la société américaine. Nous vivons encore à l'époque de Reagan, et Clinton, je pense, fut une espèce de Reagan au petit pied. Lorsque Clinton a dit dans l'un de ses grands discours que « l'époque du *Big Government* est terminée », il disait aux gens : « J'adopte l'attitude fondamentale de Reagan, même si je peux être différent sur certains points ». Ainsi, je pense que nous avons connu une ou deux générations de diabolisation du gouvernement, ce

qui manifestement a des effets sur le fonctionnement de la démocratie.

L'autre phénomène est que nous avons connu des gouvernements successifs qui ont menti au peuple et, si le gouvernement a perdu sa légitimité, il y a bien une raison à cela. Les citoyens ne se fient plus à leurs dirigeants : qu'il s'agisse de Bush, de Clinton, de Reagan, de Carter, tous ont menti. Et les gens ne se fient pas aux dirigeants qu'ils élisent à cause de tous les scandales, sexuels ou financiers, de sorte qu'il est compréhensible qu'il y ait une sorte de manque de confiance dans la démocratie. Je pense également que les problèmes de la société américaine, ceux qui sont importants aux yeux des citoyens, sont des sujets sur lesquels le gouvernement semble n'avoir aucune influence : la mondialisation, la crise financière actuelle, le terrorisme. Il ne semble pas que le gouvernement soit en mesure d'apporter réellement une solution réelle quelconque à ces problèmes. Or il se peut que cette campagne présidentielle exprime un changement : les gens attendent du gouvernement qu'il agisse davantage. L'engagement des citoyens semble plus fort, et nous verrons quelle sera la participation électorale. Tout le monde s'attend à ce que, cette fois-ci, davantage de gens aillent voter. Obama a certainement, en général, essayé de mobiliser un grand nombre de jeunes électeurs et d'autres qui d'habitude ne votent pas. Ce serait heureux d'avoir un président que l'on pourrait respecter, nous n'avons pas connu cela depuis bien longtemps.

**La Vie des Idées :** En observant la campagne présidentielle aux États-Unis, un citoyen européen ne peut qu'être troublé par le rôle de l'argent dans la politique électorale. Cette fois-ci, l'argent semble favoriser le candidat démocrate, Barack Obama, qui récolte plus de fonds que son rival républicain, ce qui lui permet de concourir avec des moyens plus importants dans les États où aucun des deux partis n'est certain de l'emporter. L'histoire apporte-t-elle une explication à cette tolérance relativement forte envers l'argent en tant qu'instrument légitime dans la politique américaine ?

**Eric Foner :** Dans un grand pays comme celui-ci, l'argent a toujours été important. Certains pensent que le grand tournant a été l'élection de 1896, lorsque William McKinley et son directeur de campagne Mark Hanna ont collecté des sommes d'argent énormes auprès d'hommes d'affaires afin de battre William Jennings Bryan, qui était le candidat des populistes et des agriculteurs. Ce fut réellement la première élection où l'argent joua un rôle important. Au XIX<sup>e</sup> siècle, les partis politiques avaient l'habitude de financer les campagnes, et les responsables politiques finançaient leur parti. Au XX<sup>e</sup> siècle, avec la réforme du

financement des campagnes électorales et avec le déclin des partis politiques, il leur a fallu de plus en plus s'appuyer sur le monde des affaires pour financer les campagnes. Et aujourd'hui, avec la publicité à la télévision, le coût et la longueur extrême de la campagne et des primaires, le coût a grimpé jusqu'à des dizaines de milliards de dollars. Tout le monde dit que c'est ridicule, mais personne ne fait rien. Regardez en Angleterre, le gouvernement dissout le Parlement et, trente jours plus tard, il y a une élection. Aux États-Unis, la campagne dure deux ans ou davantage. C'est absurde, nous devrions essayer d'adopter un système de type anglais où la campagne électorale serait plus courte, et alors elle coûterait peut-être moins cher. Mais le problème est qu'il faut soit que le candidat soit lié au monde des affaires, soit que l'on recherche des gens suffisamment riches pour soutenir et financer leur propre campagne, comme le maire de New York, Michael Bloomberg, ou Mitt Romney, des gens fortunés qui n'ont pas besoin de collecter des fonds parce qu'ils sont très riches eux-mêmes. Mais bien entendu, c'est un grave problème pour la démocratie que rien ne puisse se passer sans que de grandes quantités d'argent soient mises en jeu.

### **La politique, la race et le genre**

**La Vie des Idées :** La campagne de Barack Obama et son éventuelle élection à la présidence des États-Unis semblent marquer un tournant dans l'histoire des relations raciales américaines. Quel a été le rôle de la race dans la formation de la démocratie américaine depuis le XIX<sup>e</sup> siècle ? Et le souvenir de l'esclavage, par exemple, joue-t-il encore un rôle dans la politique contemporaine ?

**Eric Foner :** Je pense que quiconque connaît un peu l'histoire américaine verra l'élection d'Obama – s'il est élu – comme un tournant majeur dans les relations raciales en Amérique. Peu importe que vous aimiez Obama ou que vous préférerez McCain, il est stupéfiant, dans la longue histoire de l'Amérique, qu'un noir puisse être élu président des États-Unis. Dans toute l'histoire des États-Unis, il y a eu seulement quatre gouverneurs d'États noirs, quatre ! Dans toute l'histoire américaine, il n'y a eu que cinq sénateurs noirs, de sorte que les obstacles qui s'opposent à ce que les Noirs soient élus à des responsabilités exigeant un grand nombre de voix d'électeurs blancs ont été considérables. Il y a bien eu des membres du Congrès noirs, mais c'est parce qu'ils représentaient des circonscriptions à majorité noire. Lorsque vous considérez le Sénat, le poste de gouverneur, de président, fondamentalement, ce sont les voix des Blancs qui sont déterminantes. Ainsi la race est-elle un réel obstacle.

Je pense qu'Obama a réussi en partie parce qu'il projette ce que l'on appelle une « image post-raciale ». Il ne se présente pas comme un candidat noir, il n'évoque jamais le fait qu'il est un candidat noir et il n'insiste pas sur les questions noires traditionnelles. Il ne se présente pas comme un « candidat racial ». Il y a eu d'autres candidats noirs comme lui dans le passé qui voulaient aller au-delà de la race, mais certainement, je pense, la race a toujours laissé son empreinte sur la démocratie américaine. Depuis le mouvement des droits civiques, la race a été l'un des principaux points forts du parti républicain. Richard Nixon a inauguré ce que l'on a appelé la « stratégie sudiste » des Républicains, en s'appuyant sur le ressentiment des Blancs envers le mouvement des droits civiques. Le Sud était habituellement fortement démocrate, après le mouvement des droits civiques il est devenu fortement républicain, bien qu'Obama menace aujourd'hui cette suprématie républicaine. Ainsi, la race a toujours été une ligne de division déterminante dans la politique américaine et je pense que la campagne d'Obama, quelle qu'en soit l'issue, constitue sans doute un pas important vers une société où la race n'est plus autant un sujet de division qu'elle l'a été au cours de notre histoire.

**La Vie des Idées :** Pendant les primaires démocrates, certains ont affirmé que Barack Obama et Hillary Clinton représentaient deux groupes, les Noirs et les femmes, qui étaient auparavant exclus de la participation démocratique et dont les intérêts étaient plus opposés que convergents. Quelle a été la relation entre les mouvements défendant les droits politiques des Noirs et ceux favorables au droit de vote des femmes ?

**Eric Foner :** Vous pourriez écrire un volume entier sur cette question. C'est une affaire compliquée parce que le mouvement pour les droits des femmes est né du mouvement abolitionniste. Le mouvement en faveur de l'abolition de l'esclavage, comme l'a dit quelqu'un avant la guerre civile, a été « l'école des droits pour tous les Américains ». Le premier mouvement des femmes a appris le langage des droits et la tactique organisationnelle chez les abolitionnistes, et ils ont lutté ensemble. Après la guerre civile, il y eut une scission, lorsque le droit de vote fut accordé aux hommes noirs tandis que les femmes blanches ne l'avaient pas encore, et une partie du mouvement des femmes suivit un chemin indépendant parce qu'elles pensaient avoir été trahies par les abolitionnistes. Plus tard, afin d'obtenir le droit de vote des femmes, certaines militantes soutinrent la privation du droit de vote des Noirs. Le droit de vote fut enlevé aux noirs au tournant du XX<sup>e</sup> siècle. Lorsque les femmes obtinrent le droit de vote en 1920, ce fut seulement parce qu'elles avaient fondamentalement

accepté que cela ne concernerait pas les femmes noires du Sud, et que les Noirs resteraient privés du droit de vote dans le Sud. Ainsi, au cours des années, il y a eu des tensions entre ces mouvements.

D'un autre côté, depuis le New Deal, le parti démocrate a été aussi bien celui des féministes que de l'électorat noir, et ils ont probablement coopéré plus souvent qu'ils ne se sont opposés. Il y a eu certaines tensions. Je pense que beaucoup de leaders politiques noirs n'avaient en un sens pas de sympathie pour le mouvement des femmes, car ils avaient une vision plutôt machiste des choses. Beaucoup de Noirs sont très conservateurs sur des questions comme celle des droits des homosexuels et des femmes. Si les républicains n'étaient pas aussi manifestement racistes, à bien des égards ils pourraient obtenir davantage de voix des électeurs noirs sur les questions sociales. Mais je pense que cette division a été considérablement exagérée pendant les primaires. Hillary représentait certainement les femmes et Obama a eu le vote noir, mais il n'y a pas du tout de conflit nécessaire entre ces deux mouvements et, en fait, il y a beaucoup de points d'accord. Sous une présidence Obama, les femmes gagneraient beaucoup, notamment si l'on compare à ce qui s'est passé sous Bush.

### **Les Américains, l'État et la démocratie économique**

**La Vie des Idées** : Un mythe voudrait que les Américains aient une méfiance quasi instinctive de l'État. Dans quelle mesure les appels récents à plus de régulation des marchés financiers et à plus d'intervention de l'État menacent-ils la prédominance des idéologies du marché et de la libre concurrence dans la politique américaine ?

**Eric Foner** : Beaucoup d'Américains se méfient de l'État, mais je pense qu'il n'est pas très exact d'en faire une règle générale de toute l'histoire américaine. Il y a certainement eu des mouvements puissants et des périodes pendant lesquelles l'État est intervenu : la *Progressive Era*, le *New Deal*, la *Great Society*<sup>1</sup>. Les Noirs se sont toujours tournés vers l'État fédéral pour qu'il les protège contre les violences et les discriminations. Que ce soit lorsque Lincoln a libéré les esclaves ou lors du mouvement des droits civiques dans les années 1960, ils

---

<sup>1</sup> L'époque progressiste (*Progressive Era*) correspond aux années 1890-1920, période de réformes sociales et de montée en puissance de l'État fédéral ; le *New Deal* renvoie à la présidence réformatrice et interventionniste de Franklin D. Roosevelt après la crise de 1929 ; la *Great Society* désigne le projet politique du président démocrate Lyndon B. Johnson dans les années 1960, avec les réformes du *Medicare* et du *Medicaid*, la lutte contre les discriminations et une politique active en faveur de l'éducation.

aspiraient à un État fédéral fort pour assurer la protection des droits des personnes. Je pense que lorsque les gens sont touchés par une crise, ils se tournent vers l'État. L'un des nombreux faux-pas, crimes et erreurs de l'administration Bush eut lieu après le 11 septembre 2001 : alors que les citoyens voulaient coopérer et regarder l'État et la communauté comme un point de rassemblement, l'administration Bush fut incapable de faire quoi que ce soit sur ce point à cause de son idéologie du marché et de la libre concurrence. Les gens voulaient avoir un sentiment d'action collective et d'identité collective et tout ce que Bush leur dit fut : « Consommez, cela aidera la société ». Bien sûr, aujourd'hui, avec la crise financière, les gens se tournent de nouveau vers l'État. Tous les riches qui n'ont jamais voulu qu'on réglemente leur activité vont assurément tendre leur chapeau en mendiant l'argent des contribuables. C'est pourquoi nous espérons assister à un recul de la dérégulation extrême qui nous a conduits dans ce pétrin et connaître une situation plus équilibrée, qui pourrait bien ne pas être tellement différente de celle que connaissent la France, la Grande Bretagne, ou en fait bien des pays européens.

**La Vie des Idées :** Les questions économiques semblent dominer les débats de la campagne présidentielle. La question de la « sécurité économique », qui avait été négligée dans la politique américaine depuis très longtemps, semble revivifiée par la crise financière. Quels ont été l'importance et le rôle de la démocratie économique dans l'histoire générale de la démocratie américaine ?

**Eric Foner :** Je pense que les Américains ont un ensemble très compliqué de définitions de la démocratie économique et de la liberté économique. D'un côté, il y a cette puissante tradition du « laissez-faire » et de libre concurrence. De l'autre, il y a une longue tradition de sécurité économique selon laquelle personne ne doit tomber en dessous d'un seuil minimum, en-deçà duquel les gens couleraient. Même aujourd'hui, les gens pensent que le gouvernement devrait garantir des emplois à ceux qui n'en ont pas, aider les gens à conserver leurs maisons. Même si le gouvernement peut en donner l'impression, nous ne sommes pas simplement une pure jungle, une société de concurrence acharnée et du « chacun pour soi ». Les Américains pensent généralement que le gouvernement a la responsabilité d'aider les gens à poursuivre leurs intérêts économiques et à ne pas descendre en dessous d'un certain niveau de revenu. Mais la relation entre la démocratie économique et la démocratie politique est une question très compliquée et très difficile dans l'histoire américaine, qui n'a jamais été tranchée. Les gens sont favorables à l'initiative et à la liberté individuelle, mais ils veulent aussi la sécurité



économique, et ces deux tendances sont en contradiction d'une certaine façon. Mais oui, je pense que les gens se tournent aujourd'hui de nouveau vers le gouvernement pour qu'il les aide lorsqu'ils risquent de perdre leur maison, leur compte en banque, leur épargne retraite. Ils se tournent vers le gouvernement pour qu'il les aide. Le gouvernement apparaît bien comme le garant ultime de la sécurité économique des individus. Maintenant, je ne sais pas comment cela se fera. Si McCain est élu, rien ne se passera. Si Obama est élu, nous pourrions peut-être voir une inflexion importante, vers un rôle du gouvernement plus actif que cela n'a été le cas au cours de la dernière génération.

**La Vie des Idées :** Les discours politiques reflètent la manière dont les sociétés se perçoivent et se représentent elles-mêmes. Il est frappant que les deux candidats à l'élection présidentielle parlent au nom de la classe moyenne, ou, pour reprendre leurs termes, de « Main Street » par opposition à « Wall Street ». Cependant, ils semblent accorder peu d'attention à la représentation des ouvriers et des pauvres, ou aux problèmes des conditions de travail et des inégalités économiques. Comment peut-on expliquer ce manque d'intérêt apparent des candidats pour les questions de pauvreté, de redistribution et d'égalité dans le débat politique ?

**Eric Foner :** C'est une très bonne question et elle est tout à fait exacte en ce qui concerne cette campagne. Il y a la croyance que la masse de l'électorat appartient à la classe moyenne, que c'est en s'adressant à la classe moyenne que l'on remporte les élections. De plus, la plupart des Américains se définissent eux-mêmes comme appartenant à la classe moyenne : les gens très riches se disent de la classe moyenne, les pauvres également. Si vous posez la question aux Américains, 80% d'entre eux diront qu'ils font partie de la classe moyenne. D'un autre côté, si vous observez la structure de classe, ces 80% ne font pas partie de la classe moyenne. Il y a bien plus de pauvres, d'ouvriers, et de riches également. Il y a certes dans ce pays une classe moyenne très importante, mais elle n'est pas si nombreuse qu'on le croit. Mais la sagesse politique générale dit que c'est ainsi qu'il faut parler, et que si vous parlez des pauvres, de la main-d'œuvre ouvrière – il est très frappant qu'Obama, le candidat démocrate, n'utilise jamais le mot « syndicat » –, vous serez accusé de fomenter un conflit de classes, et cela fait peur aux gens de la classe moyenne, aux habitants des banlieues, aux électeurs indécis. Tandis que si vous parlez de la classe moyenne, vous pouvez séduire cette partie importante de l'électorat.

Je ne sais pas réellement si c'est vrai, mais cela semble un jugement partagé par les deux partis. On suppose généralement que les pauvres ne votent pas et qu'il est difficile de les encourager à voter. Certains disent : « Eh bien, regardez, seule la moitié des électeurs vote, beaucoup de gens, les pauvres, ne votent pas, pourquoi ne disons-nous rien pour les encourager à aller voter ? » Mais ils ne veulent pas en prendre le risque, ils ne veulent pas risquer d'effrayer la classe moyenne en faisant appel d'une manière forte et directe aux électeurs de la classe ouvrière. Et pourtant, beaucoup de ceux dont ils parlent appartiennent réellement à la classe ouvrière : des gens qui n'ont pas les moyens d'avoir une assurance santé, des gens dont le métier est menacé, des gens qui constatent que les industries se délocalisent. Ainsi, les candidats parlent de questions de classe sans réellement employer un langage de classe.

### **La liberté et le libéralisme**

**La Vie des Idées :** Les deux candidats proclament leur attachement à la défense de la liberté américaine. Cependant, comme vous l'avez montré dans *The Story of American Freedom* en 1998, ce concept a toujours eu des significations diverses et a fait l'objet de débats et de conflits intenses depuis la Révolution américaine. À quelles traditions de la liberté les idéologies d'Obama et de McCain appartiennent-elles ?

**Eric Foner :** Je pense que McCain se place largement dans la tradition républicaine moderne et reaganienne de la liberté, qui est très favorable à un gouvernement limité, au « laissez-faire », à la libre concurrence, qui est anticommuniste (bien que cela ne soit plus réellement un enjeu aujourd'hui), fortement militariste et pleine de défiance envers le gouvernement. Je pense que McCain représente tout à fait l'idéologie de la régulation limitée dans tous les domaines, dans les questions environnementales, etc., avec cette dimension supplémentaire du conservatisme social qui, même s'il s'oppose au *Big Government*, veut que le gouvernement réglemente nos comportements moraux privés : l'homosexualité, le droit à l'avortement, etc. C'est tout à fait la tradition de Reagan, qui est devenue à beaucoup d'égards l'opinion dominante dans la politique américaine.

Obama est une combinaison complexe de conceptions de la liberté traditionnellement démocrates, qui tendent à mettre davantage l'accent sur l'égalité, l'action du gouvernement, la sécurité, mais là encore avec une composante issue de la vision reaganienne du gouvernement

limité, de l'importance de l'initiative privée et volontaire. Mais Obama, en dépit du fait qu'il ne parle pas de la race, vient également d'une tradition politique noire. C'est la tradition du grand abolitionniste noir Frederick Douglass, une tradition qui essaie de penser des politiques économiques pouvant aider le pays à dépasser le problème de la race, et qui pense qu'une société libre est une société où la race n'a plus d'importance, non pas parce qu'on la dissimulerait et l'ignorerait, mais parce que l'on y jouirait effectivement d'une plus grande égalité des chances. C'est là une tradition de la politique noire. Même si Obama ne se revendique pas de cette tradition – il ne dit pas « J'appartiens à la tradition politique noire » –, je pense qu'il y appartient en fait. C'est la tradition de Martin Luther King : l'idée de dépasser la race, d'une manière ou d'une autre, dans une société plus égalitaire, qui constituerait l'essence de la liberté américaine. Je pense qu'Obama s'inscrit dans cette tradition.

**La Vie des Idées** : Le libéralisme [au sens américain du terme<sup>2</sup>] est sur la défensive depuis les années 1970. N'est-ce pas un effet paradoxal de la présidence de George Bush que ses décisions extrêmement conservatrices semblent maintenant favoriser un réveil du libéralisme ?

**Eric Foner** : Le grand historien Arthur M. Schlesinger Jr. a écrit en 1986 un livre intitulé *The Cycles of American History*, dans lequel il disait justement qu'il y a une sorte de balancement pendulaire dans l'histoire américaine, du conservatisme au libéralisme, ou de l'appel à l'État à son rejet. Il s'attendait à un réveil du libéralisme, mais il est mort l'an passé sans l'avoir connu. C'est peut-être le cas aujourd'hui, mais le libéralisme réapparaît sous un autre nom. Obama ne parle pas de libéralisme, il ne dit pas « Je suis un libéral ». À ma connaissance, il n'y a qu'un seul homme politique d'importance qui dise « Je suis un libéral », et c'est le maire de New York, Michael Bloomberg. Lorsqu'il a fait campagne récemment, il a dit « Je suis un libéral », « je suis fier d'être libéral ». Il est tellement riche qu'il peut dire tout ce qu'il veut, et New York est une ville libérale. Ainsi, c'est le libéralisme sous un autre nom. On l'appelle maintenant progressisme, ou on ne lui donne même pas de nom. Mais vous avez raison, il y a chez Obama beaucoup d'aspects du libéralisme traditionnel. Mais c'est le libéralisme qui vient des années 1960, et non des années 1930 : c'est un libéralisme qui

---

<sup>2</sup> Aux États-Unis, le mot « libéralisme » désigne la tradition politique de la gauche du parti démocrate, favorable à l'intervention économique et sociale de l'État fédéral, à la lutte contre les discriminations et au libéralisme culturel. La notion ne doit pas être confondue avec le libéralisme au sens français du terme, qui correspond dans la langue politique américaine à la défense du *free market*. Voir, sur *La Vie des Idées*, l'article de Thomas Mélonio sur le livre de Paul Krugman, *The Conscience of a Liberal* : <http://www.laviedesidees.fr/Paul-Krugman-et-la-gauche.html>

s'intéresse à l'égalité économique, mais surtout à la liberté individuelle, et c'est la raison pour laquelle Obama défend le droit à l'avortement, les droits des homosexuels et l'égalité des Noirs. C'est le libéralisme qui dit « débarrassons-nous de ces obstacles artificiels », mais ce n'est pas le libéralisme du radicalisme économique, de la redistribution économique, du mouvement ouvrier, en somme le libéralisme du New Deal. Ce libéralisme-là a disparu des deux partis, pour le moment, en tant qu'idéologie cohérente. Mais nous sommes au XXI<sup>e</sup> siècle, et le libéralisme d'Obama, quel que soit le nom qu'on lui donne, s'adresse au monde moderne. Parce qu'après tout, les syndicats jouent désormais un rôle mineur dans la vie américaine, alors qu'ils en étaient autrefois une composante importante. Ainsi, à moins que le mouvement ouvrier ne renaisse, vous ne verrez pas ce libéralisme d'inspiration sociale dominer à nouveau la politique américaine.

Entretien par Nicolas Delalande – Retranscription par Feyrouz Djabali – Traduction par Olivier Sedeyn.

**Pour aller plus loin :**

- le site d'Eric Foner : <http://www.ericfoner.com/>
- une recension d'Eric Foner, parue dans *The Nation*, sur le livre de Sean Wilentz, *The Rise of American Democracy: Jefferson to Lincoln* : <http://www.ericfoner.com/reviews/103105nation.html>
- sur *La Vie des Idées*, l'article de Thomas Mélonio sur le livre de Paul Krugman, *The Conscience of a Liberal* : <http://www.laviedesidees.fr/Paul-Krugman-et-la-gauche.html>

Texte publié dans [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr), 28 octobre 2008.

© [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr)